

Fiche documentaire

1. Les réactions russes à la guerre du Kosovo
2. Lieutenant colonel Abdelhaq FDAOUCH (Maroc)
3. Avril 2003
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. La guerre en Yougoslavie a donné lieu aux plus vives tensions dans les relations entre la Russie et l'occident depuis la fin de la guerre froide. Moscou a dénoncé avec virulence l'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie, tout en veillant à ne pas se laisser entraîner dans le conflit. Après quelques atermoiements, la Russie a en effet choisi d'œuvrer en faveur d'un règlement politique de la crise et a joué un rôle de médiation important- quoique controversé- entre Belgrade et les pays occidentaux. Illustration de l'érosion des positions russes sur la scène internationale, le conflit dans les Balkans a par ailleurs ravivé les craintes de Moscou de se voir marginalisée en Europe, et pourrait avoir de lourdes conséquences sur la politique étrangère et de sécurité de la Russie .
7. Balkans, Guerre du Kosovo, Russie, Etats-Unis, élargissement de l'OTAN.



Les réactions russes à la guerre du Kosovo

Mémoire de géopolitique

Du lieutenant-colonel Abdelhaq FDAOUCH

Dans le cadre du séminaire

« La Russie et son environnement géopolitique »

Directeur : Isabelle FACON,

Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Avril 2003

LES REACTIONS RUSSES A LA GUERRE DU KOSOVO

Sommaire

Partie 1 :

LA NOUVELLE DONNE GEOPOLITIQUE EN RUSSIE

Les contraintes géopolitiques de la Russie : de l'empire à la fédération

La place de la Russie dans le monde

La Russie et sa place naturelle en Europe

Partie 2 :

GUERRE DANS LES BALKANS : UNE NOUVELLE FORME DE CONFLIT

L'OTAN maître du monde

Le sud-est de l'Europe sous l'emprise de l'Otan

Empêcher toute résurgence de la Russie

Partie 3 :

LES PERCEPTIONS RUSSES DE L'EVOLUTION DE L'OTAN

Une tempête politique en Russie

Retour sur la scène diplomatique

L'armée russe en quête de réformes

INTRODUCTION

L'histoire contemporaine a montré que les Balkans ont toujours constitué une poudrière pour l'Europe, et ce pour des raisons géographiques, historiques, ethniques et religieuses. Au début du XX^e siècle, la région a connu la chasse des derniers turcs, mais en même temps, des désaccords sur la répartition des nouveaux territoires. Ces tensions nationalistes et ethniques ont d'ailleurs été à l'origine de la 1^{ère} guerre mondiale dont la fin a permis à la Serbie de s'agrandir. Mais il fallait attendre 1921 pour voir la naissance de la Yougoslavie sous domination serbe et comprenant la Bosnie, la Croatie et la Slovénie. La 2^{ème} guerre mondiale a accentué les tensions ethniques dans la région qui fut éprouvée par une guerre civile entre les mouvements de résistance, représentés par les Serbes, les musulmans et les communistes.

La période de 1948 à 1980 a connu une certaine stabilité sous le régime fédéral, en particulier à partir de 1953 où le Maréchal Tito a su unifier toutes les tendances et donner à la Yougoslavie un éclat mondial. Seulement, à sa mort, le régime montra toutes ses faiblesses et a fait ressurgir les craintes et les haines ethniques et religieuses. L'effondrement de l'empire soviétique fut le détonateur qui provoqua les démembrements successifs de la Yougoslavie, entraînant l'embrasement de la région. Ainsi, pendant la dernière décennie, la Yougoslavie a connu quatre guerres, depuis la déclaration de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie puis de la Macédoine en 1991, jusqu'à l'intervention musclée de l'OTAN au Kosovo en 1999, en passant par trois années de massacres et d'épuration ethnique en Bosnie-Herzégovine entre 1993 et 1995.

Dans la nuit du 24 au 25 mars 1999, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) déclenchait contre la Yougoslavie une offensive aérienne, qui allait durer soixante-dix-huit jours. Une décennie après, quel est le bilan de l'opération? Si le calvaire des Albanais du Kosovo a pris fin et si les réfugiés ont pu regagner leurs foyers, Serbes et Tziganes du Kosovo ont été, à leur tour, contraints de quitter la province. Dernière grande ville multiethnique, Mitrovica est en proie à de redoutables affrontements. Pareille faillite incite à s'interroger sur la véritable nature de cette guerre. Si le génocide des Albanais du Kosovo, qu'il fallait à tout prix stopper, ne s'agissait-il pas, pour les Etats-Unis, via l'OTAN, d'imposer leur emprise sur les Balkans? D'où le refus obstiné, par les alliés, de toute solution diplomatique.

L'élargissement de l'OTAN vers l'est puis l'intervention de l'Alliance au Kosovo ont été perçus chez les Russes comme une perte de l'influence de leur pays dans cette région, c'est plutôt une extension des pouvoirs de l'OTAN sur des régions plus vastes. Les Russes considèrent l'OTAN comme un instrument de la domination américaine et son élargissement semblait demeurer un obstacle à une coopération plus large car il allait à l'encontre des intérêts nationaux russes.

L'étude successive de la nouvelle donne géopolitique en Russie, les enjeux stratégiques de l'élargissements de L'OTAN, ainsi que les perceptions russes de cette évolution étayera cette thèse.

1. LA NOUVELLE DONNE GEOPOLITIQUE EN RUSSIE :

Avant son éclatement, l'URSS occupait une place prépondérante dans le monde. En 1991, son effondrement a provoqué un bouleversement externe et interne dans l'ordre du monde. La seconde guerre mondiale a permis à l'URSS de prendre une position importante. Elle a dû conquérir son statut de grande puissance et s'opposer à l'encerclement occidental qu'elle ressent, en recherchant la parité avec les USA. Pour atteindre cet objectif, elle s'est efforcée d'étendre son rayonnement sur le tiers monde et dans les pays communistes.

L'effondrement de cet empire, dû à une tentative de réforme des institutions, s'explique aussi par la montée des mouvements identitaires. Ces derniers ont favorisé sans nul doute la dissolution du système soviétique. La fin de l'URSS a-t-elle modifié les caractéristiques géopolitiques de la Russie ?

Aujourd'hui, la Russie tente de reprendre les traditions de l'URSS. Elle bénéficie de la succession des traités et des statuts et a préservé une continuité diplomatique. Dans sa proximité géographique, la Russie cherche à préserver ses intérêts de population et d'économie. Ayant gardé une influence en Europe, elle cherche également à participer à la structure de sécurité. Mais elle reste encore confrontée à un problème d'identité qui se traduit principalement par une opposition entre slavophiles et occidentalistes. Ainsi, de nombreuses régions ont pu asseoir une quasi souveraineté, diminuant le glacis protecteur de l'ancienne fédération. Par ailleurs, la Russie demeure hantée par la crainte de l'encerclement.

Malgré tout, elle s'appuie sur un discours plus géopolitique que politique et est parvenu à surmonter de nombreux obstacles, aussi bien intérieurs que politiques. Son avenir repose cependant sur le maintien de sa place sur l'échiquier international.

1.1 Les contraintes géopolitiques de la Russie : de l'empire à la fédération.

L'histoire de la Russie a été marquée d'une particularité: celle d'un pays qui n'avait pas les moyens de son empire. Sous le tsarisme déjà, elle ne disposait pas des ressources nécessaires pour jouer avec constance, et en profondeur, un rôle à la mesure de son statut impérial. Elle avait perdu sa capacité à défendre son territoire. Au cours de la première guerre mondiale, son armée manquait même de fusils.

1.1.1 Du déclin de l'URSS à la Russie

21 août 1968. En intervenant militairement en Tchécoslovaquie pour mettre fin au "Printemps de Prague", Moscou sonne le glas des espoirs de réforme dans les pays communistes.

27 décembre 1979. L'entrée massive de l'armée rouge en Afghanistan remet en question la politique de "détente".

10 novembre 1982. Décès de Léonide Brejnev, symbole de la "période de stagnation".

11 mars 1985. Après les secrétaires généraux de transition Iouri Andropov et Constantin Tchernenko, M. Mikhaïl Gorbatchev prend la tête du PCUS. S'il parvient à imposer la glasnost (transparence), la perestroïka (restructuration) se heurte à la résistance du système et de la nomenklatura.

26 avril 1986. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl révèle le délabrement de l'URSS.

9 novembre 1989. L'ouverture du mur de Berlin provoque une vague qui va progressivement balayer tous les régimes d'Europe de l'Est.

12 juin 1991. M. Boris Eltsine est élu président de Russie, dès le premier tour, avec 57,3% des suffrages.

19-21 août 1991. Le coup d'Etat conservateur dirigé contre M. Gorbatchev échoue, mais accélère l'ascension de son rival, M. Eltsine.

8 décembre 1991. Près de Minsk, les dirigeants russe, ukrainien et biélorusse proclament que "l'URSS en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique a cessé d'exister" et créent une Communauté d'Etats indépendants (CEI). Le 25 décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev démissionne.

15 juin 1993. Le cours du rouble s'effondre.

4 octobre 1993. L'armée donne l'assaut à la "Maison Blanche", siège du Parlement, mettant fin à l'épreuve de force entre le président et les députés. Les combats font cent cinquante morts.

11 décembre 1994. Les troupes russes entrent en Tchétchénie. Le conflit durera deux ans.

3 juillet 1996. Réélection au second tour de M. Boris Eltsine avec 53,8% des voix.

17 août 1998. Alors que le FMI a accordé un nouveau prêt, historique, de 22,6 milliards de dollars à la Russie, le rouble est dévalué, plongeant le pays dans une crise financière sans précédent. A la fin de l'année, le produit intérieur brut représente 55,9% de celui de 1989.

1.1.2 Un territoire immense à gérer

La Russie soviétique, a réussi encore à agrandir le territoire, et a semblé un moment être à la hauteur de la situation. Elle est parvenue en un temps record à restaurer sa capacité à faire la guerre et à défendre ses frontières. Mais elle s'est trouvée à nouveau embarquée dans une réalité mondiale complexe, avec des moyens économiques et technologiques insuffisants pour assumer le rôle qui lui était échu. Elle a été cependant assez puissante - avec une aide appréciable de l'Ouest - pour remporter la victoire sur l'Allemagne hitlérienne au cours de la seconde guerre mondiale, et il est à noter que sa technologie, dans certains domaines, a été supérieure à celle de ses adversaires. Grâce à ce progrès elle aurait été en mesure d'assumer et de maintenir son statut de superpuissance.

Ainsi, l'infériorité qui avait rongé la Russie tsariste est venue à nouveau poursuivre, un demi-siècle après la révolution d'octobre 1917, ses successeurs soviétiques, mais dans une conjoncture autrement plus complexe. Car, si, dans ses débuts, la tâche du nouveau régime n'était que de rattraper l'Ouest, plus tard cet enjeu a concerné l'Est également. C'est là que sont apparues au grand jour les fissures dans les fondations de ce vieil empire, en dépit de la restauration effectuée au cours de la période soviétique. Et la Russie actuelle, qui en est issue, peine à gérer un territoire pourtant réduit au vieux noyau de domination slave.

1.2 La place de la Russie dans Le monde

Mais, si cette Russie est actuellement en mauvaise passe, il vaut la peine de se pencher sur une question essentielle: comment expliquer la fascination que l'URSS a exercé à travers le monde ?

La politique des nationalités menée par le système soviétique sur son territoire a constitué un autre facteur d'influence sur les hauts et les bas de son image à travers le monde. L'Union soviétique constituait un empire d'internationalisme interne, hérité de la Russie tsariste, mais dont les différentes composantes ethniques n'étaient pas des colonies. Ce fait a joué un rôle non négligeable dans l'attrait exercé par le portrait que l'URSS donnait d'elle-même à travers le monde. Dans une ère qui était marquée par le racisme et le chauvinisme. Le soviétique se sentait russe, ouzbek, tatar ou géorgien mais il acceptait également une image extra-nationale de lui-même. On pouvait ainsi voir, au sein de l'armée soviétique, des yeux en amande et des yeux bridés, des peaux mates et des peaux claires, des cheveux lisses ou frisés. C'était une seule armée, soviétique et non russe.

L'autre événement majeur ayant eu un immense retentissement, est la défaite infligée à l'envahisseur nazi en 1945, qui, n'aurait pu advenir sans le décollage industriel opéré au cours des premiers plans quinquennaux d'avant-guerre. Cette victoire semblait justifier la politique adoptée, aux yeux du monde entier. Plus tard, après la mort de Staline en 1953, le fait de parvenir à égaler l'Ouest dans la compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime.

1.2.1 Un véritable système de déséquilibre

Ces réalisations accomplies dans le domaine de l'espace et de l'armement ont été dues à la capacité du système à concentrer, ses ressources sur des objectifs prioritaires de tout le reste. De nouveaux déséquilibres n'ont cessé de se former, rongant et bloquant les sphères socio-politique et économique jusqu'à ce que l'URSS se transforme, au début des années 70, en un véritable "système de déséquilibre". Car le pays était administré et non planifié. La prétention affichée à planifier a souvent joué comme un élément essentiel de l'ascendant idéologique et politique exercé par la Russie soviétique, selon laquelle le système soviétique représentait un cas réel d'alternative au capitalisme. S'agissant de la période soviétique, on pourrait affiner la métaphore en disant que la Russie est entrée dans le XXe siècle pour régler des problèmes hérités du XIXe en faisant appel à des méthodes du XVIIIe. Et, dans tous ces siècles, les idées occidentales ont joué un rôle. Mais, passées chaque fois par le filtre historique russe, soit elles s'y sont embourbées, soit elles ont été fortement remodelées par celui-ci.

1.2.2 Industrie moderne et absolutisme d'Etat

Aujourd'hui, il serait de mise de réfléchir à la voie historique empruntée par la Russie au XXe siècle pour essayer d'élaborer un concept interprétatif de sa modernisation. Dans un pays à prédominance rurale qui devait, avec une rapidité surprenante, devenir vraiment urbain après la seconde guerre mondiale. Cette transition capitale a été présidée par une bureaucratie qui est parvenue, à constituer, avant même la disparition de Staline, un pouvoir de monopole ramifié, disposant de facto de droits profondément ancrés et de moyens assez efficaces pour imposer un statu quo.

L'incapacité du système à changer a résulté en un certain sens de la rapidité avec laquelle s'est accomplie cette grande transition historique. Son art de diriger s'est révélé inapte à assumer la tâche de gérer une société urbaine dans un environnement international des plus dynamiques. Issus d'une industrialisation, les éléments fondateurs du système ont ainsi été constitués d'un mélange d'autoritarisme inhérent à la mise en place d'une industrie moderne et d'une tradition ancienne d'absolutisme d'Etat.

1.2.3 Des mécanismes historiques complexes

Enfin, un dernier aspect de l'ascendant exercé par la Russie sur l'Ouest renvoie au jeu de relations et d'influences mutuelles entre le communisme et la social-démocratie au cours du XXe siècle. La social-démocratie russe faisait partie de la IIe Internationale, et sa version communiste est née d'une réaction à la manière dont les partis socialistes, sociaux-démocrates allemands en tête, se sont conduits au cours de la première guerre mondiale et après.

Il n'en demeure pas moins que tenter de caractériser plus objectivement le système soviétique reste un exercice difficile en raison de sa nature hybride. S'il avait un prolétariat classique, il n'en avait pas en revanche la contrepartie traditionnelle dans les pays capitalistes, à savoir une bourgeoisie. A sa place, il y avait une classe bureaucratique dirigeante, mais dont même les fonctionnaires les plus puissants ne disposaient pas directement de la propriété des moyens de production.

Cela a conduit à forger une vision, masquant le mécanisme historique complexe qui était à l'œuvre. Les différentes phases, les changements de caps, les profondes transformations qui ont marqué l'Union soviétique autoriseraient même à parler non d'un régime mais de régimes soviétiques.

1.3 la Russie et sa place naturelle en Europe

Où la Russie se situe-t-elle? Est-elle ou non européenne? Depuis le Moyen Age, ces questions se posent, suscitant de vastes débats, à l'extérieur comme au sein de ses élites. Loin de mettre fin à ces interrogations, la disparition du communisme et de l'Union soviétique les ont relancées. L'étendue du pays elle-même complique les tentatives de définition, car Moscou ne peut se désintéresser des évolutions en Asie centrale, ni négliger le rôle grandissant que joueront en Extrême-Orient ses immenses territoires sibériens.

1.3.1 Que signifie l'Europe pour la Russie?

Il y a quelques mois, alors que l'Etat soviétique avait disparu, que la puissance de la Russie paraissait sérieusement entamée, que l'effondrement des régimes communistes semblait signifier leur disparition, l'on fut surpris par le soutien apporté par Moscou au régime de Belgrade. On prenait conscience que, malgré les bouleversements, la Russie renouait d'anciennes alliances. Les capitales occidentales se posent des interrogations: la Russie a-t-elle sa place dans le concert européen? Que signifie l'Europe pour la Russie?

Trois facteurs expliquent le soutien de Moscou à la Serbie. Premièrement, survit une entente entre les dirigeants ex-communistes de Russie et ceux de la nouvelle Yougoslavie. Ensuite, la renaissance du nationalisme russe renoue logiquement avec le panslavisme qui a toujours considéré la Serbie comme le petit frère, ce que n'ont jamais été les Polonais, les Slovaques ou les Tchèques. Lors du grand soulèvement serbe contre l'Empire ottoman au début du XIX siècle, Saint-Pétersbourg étendit sa protection aux insurgés, avant que le tsar Nicolas 1^{er} n'oblige les Turcs à reconnaître l'autonomie interne de la Serbie, premier pas vers l'indépendance. Lorsque, en 1907, l'empire austro-hongrois annexa la Bosnie-Herzégovine, que la Serbie considérait comme son extension naturelle, l'hostilité résolue de Saint-Pétersbourg encouragea un micro panslavisme qui déboucha sur l'attentat de Sarajevo en 1914. Dernier facteur explicatif de l'axe Moscou - Belgrade, encore plus ancien que le précédent, l'appui donné par le tsar Pierre le Grand aux orthodoxes serbes contre les persécutions islamiques. En signe de reconnaissance, ils effectuèrent un pèlerinage à Zagorsk (près de Moscou) dès 1730.

1.3.2 Les liens de la Russie avec le reste du continent européen

On peut, aussi, relever les permanences de la politique internationale dans les rapports de la Russie avec la France et plus largement avec l'Europe comme entité.

Entre Paris et Saint-Pétersbourg, la seconde moitié du XVIII^e siècle fut le moment crucial. Les Turcs, les Polonais, voire les Suédois, jouaient pour les Bourbons le rôle d'alliés de revers contre les princes dont la puissance s'enracinait en Europe centrale; les Russes étaient alors les ennemis des amis de la France. Mais la montée en puissance de la Prusse, qui menaçait la Pologne catholique, provoqua la grande alliance franco-russe entre Elisabeth et Louis XV. Pour la première fois depuis François 1^{er}, Paris abandonnait Constantinople au profit de la Russie dont elle orientait ainsi l'expansionnisme de l'ouest vers le sud-ouest.

Cet axe fut consolidé par la lutte engagée par Paris contre l'hégémonie économique et coloniale anglo-hollandaise et lorsque la Révolution et l'Empire se heurtèrent à la coalition des puissances centrales et du capitalisme anglais. L'alliance franco-russe permit de faire front en Europe à tous les systèmes imaginés par Bismarck. La Russie n'est d'elle-même intervenue en Europe qu'au temps de la Révolution française et après la victoire sur l'Allemagne nazie. Est-elle donc étrangère à ce continent? Y appartient-elle? Telles sont les questions qui hantent aussi bien la Russie que l'Europe.

De nombreux liens dynastiques ont soudé la Russie au reste du continent: Anne de Kiev épousant Henri de France en 1051. Les unions avec les Hanovre, les princes scandinaves, jusqu'au mariage du dernier tsar Nicolas II - dont la fille serait la filleule de l'empereur Guillaume II - avec Alix de Hesse. Quelle société mieux que la russe connaît les grands classiques, Balzac ou les impressionnistes, Schiller ou Molière? Et qui sont plus familiers à Londres ou à Paris que Tchekhov, Stravinsky, Eisenstein, les danseurs du Bolchoï ?

Personne ne doutait de l'appartenance de la Russie à la grande famille européenne quand la Russie tsariste participait à des coalitions, de l'époque de Frédéric II à celle de la Sainte - Alliance, du siège de Paris en 1814 à la Grande Guerre. Mieux, elle s'intégrait au concert européen durant les expéditions d'outre-mer, en Chine par exemple, contre les Boxers en 1900. Quand la Russie est vaincue par le Japon en 1905, c'est bien l'Europe tout entière qui se sent humiliée par cette défaite. Durant tous ces siècles, c'est l'Empire ottoman qui est perçu comme un monde étranger. La frontière qui fait sens est celle qui sépare la chrétienté de l'islam. Il faudra attendre la révolution bolchevique pour que le clivage sépare l'Est de l'Ouest.

Après 1917, plus la Russie, et ensuite l'Union soviétique, se fait européenne, plus l'on s'en écarte et certains n'hésitent pas à la rejeter en Asie. Quoi de plus européen,

en effet, que le marxisme des partis sociaux-démocrates, qu'ils se réclament de Karl Kautsky ou de Rosa Luxemburg? Et connaît-on panthéon plus européen que celui qui élève ses premières statues à Danton ou à Robespierre? Et des livres d'histoire plus imprégnés par la culture du Vieux Continent que les manuels soviétiques qui glorifient Jeanne d'Arc, le philosophe italien Tommaso Campanella ou Denis Diderot?

1.3.3 Contexte d'une séparation de l'Europe

Cette "européanité" de la Russie soviétique se voulait à double sens. Puisque, avec la création de l'Internationale communiste en 1919, les partis communistes, dont les plus puissants sont européens, jouent les relais de la pensée marxiste-léniniste. Jusqu'en 1923, c'est aux partis communistes d'Allemagne, de Hongrie et de France qu'est dévolue la mission de prendre le relais de la révolution mondiale.

Or c'est précisément à partir des années 20, que l'Ouest redécouvre le caractère asiatique de la Russie. Certes, le trait n'était pas nouveau, mais il sera désormais massivement repris, y compris par les marxistes qui dénoncent, au nom de Marx, le "mode de production asiatique" que Staline met en place. L'engagement de Hitler contre le bolchevisme sera présenté comme la lutte de la civilisation contre l'Asie. A peine oublié, à l'heure de Stalingrad et de la victoire sur le nazisme, le caractère asiatico-bolchevique de l'expansionnisme soviétique soude à nouveau les Etats européens.

Désormais, l'URSS apparaît comme l'anti-Europe, incarnant le totalitarisme et la séparation entre l'Europe de l'Est et l'Occident. Le cri de cette autre Europe, à Budapest en 1956 ou à Prague en 1968, confirme que l'URSS est un pays étranger, enfermé dans son communisme bureaucratique. A l'époque de M. Mikhaïl Gorbatchev, l'Occident eut d'abord l'impression que la Russie aspirait, unanime, à réintégrer la maison commune dont elle s'était séparée; puis cet occidentaliste fut opposé Boris Eltsine, russe et nationaliste. A nouveau l'Ouest s'interrogea: la Russie était-elle encore capable de s'amalgamer à l'Europe?

Par ailleurs, le débat sur l'identité russe a toujours exclu une conception ethnique de la nation. Même aux temps de la russification, sous Alexandre III et Nicolas II, l'objectif principal était de lutter contre les clergés catholique en Pologne ou protestant dans les pays baltes et en Finlande, dont l'Eglise orthodoxe craignait le prosélytisme. C'est l'orthodoxe qui était au cœur de l'identité russe et qu'il fallait protéger.

Ces brefs rappels historiques ne doivent cependant pas occulter l'existence de conflits anciens. Aux cours du XIX^e siècle, l'empire ottoman, l'Autriche et la Russie se

sont disputés la suprématie dans la région des Balkans. C'est une zone qui se trouve au cœur d'un « conflit de civilisations » à la confluence de trois religions, dans laquelle les peuples vivent enchevêtrés et où l'apparition de nouveaux Etats- nations pose aussitôt le problème de la place des minorités au sein de chacun d'eux.

Dans ces conditions , il ne faut pas s'étonner que, dans les années 80-90, soient réapparus les conflits dans les Balkans- et notamment en Yougoslavie-, ni que, dans toute cette région, on constate un "appel d'empire", à la fois vis à vis de l'union européenne, mais aussi vis à vis de l'OTAN.

2. GUERRE DANS LES BALKANS : une nouvelle forme de conflit

Dans la bataille pour l'exploitation des richesses lancé par l'Union européenne, avec le soutien des Etats-Unis, au sud de la Russie. Réseaux routiers et ferroviaires, ports, oléoducs, couloir aérien: sous couvert de désenclaver les Etats nouvellement indépendants de la région, il s'agit de les ouvrir au monde par des routes évitant la Russie comme l'Iran et de renforcer, du même coup, le rôle charnière de la Turquie.

Du 24 mars au 10 juin 1999, l'OTAN a conduit une guerre aérienne contre la République fédérale de Yougoslavie sous le nom de code ~Opération Force alliée ~¹ (1). Les bilans détaillés fournis par le gouvernement de la RFY évaluent les pertes civiles entre 400 et 600 personnes. L'OTAN n'a pas communiqué d'estimations officielles des civils ou des combattants de la RFY tués. Les forces de l'Alliance atlantique n'ont subi aucune perte au cours de la campagne aérienne.

La majeure partie des controverses russes, concernant cette opération, a tourné autour d'une question: l'OTAN avait-elle légalement ou moralement le droit d'intervenir militairement contre un Etat souverain pour l'empêcher de commettre des violations des droits humains contre ses propres citoyens? Il s'agit d'un débat important, notamment parce qu'il soulève la question de ce qu'aurait pu et dû faire, préventivement, la

¹ (1) Dans un rapport publié en juin 2000 – Dommages collatéraux ou homicides illégaux ? Violation du droit de la guerre par l'OTAN lors de l'opération Force alliée-, Amnesty International examine plusieurs aspects de cette campagne aérienne, notamment les règles d'engagement et d'autres aspects opérationnels, à la lumière du droit international humanitaire. Amnesty International, Londres, EUR 2000; www.amnesty.org/ailib/kosovo/docs/nato-all.pdf

communauté internationale pendant les années durant lesquelles Amnesty International, parmi d'autres, dénonçait les abus au Kosovo pour éviter la crise de mars 1999.

Elle pose également la question de savoir si, avant de déclencher ses bombardements, l'OTAN n'aurait pas pu prévoir et prendre en compte le niveau catastrophique des violations des droits humains au Kosovo commises par les forces de la RFY après le début d'une telle action.

2.1 L'OTAN, maître du monde

Réunis à Washington pour le cinquantième anniversaire de l'OTAN, les pays membres ont, le 26 avril 1999, entériné le Nouveau concept stratégique proposé par les Etats-Unis. Hier défensive, l'OTAN pourra intervenir militairement, sans mandat des Nations Unies, contre un pays souverain. La guerre dans les Balkans, engagée sans autorisation du Conseil de sécurité, au nom de l'ingérence humanitaire, et ce Nouveau concept stratégique marquent un tournant dans l'ordre mondial. La seule légalité internationale, celle des Nations unies, est, pour la première fois depuis 1945, mise à bas par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, moins la Russie. Sans que nulle autre ne la remplace. Autorisant désormais la Chine, l'Inde ou la Russie, par exemple, à conduire, dans leurs zones d'influence, des interventions semblables à celle de l'Alliance. Multipliant partout les risques d'injustices et de conflits.

La légitimité des bombardements de la Yougoslavie effectués par l'OTAN et menés par les Etats-Unis, renvoie à deux interrogations fondamentales: d'une part, sur l'existence de règles d'un ordre mondial acceptées et applicables, et, d'autre part, sur leur pertinence dans le cas du Kosovo.

2.1.1 Les aspects juridiques de l'intervention au Kosovo

Les fondements du droit international et de l'ordre international, qui engagent tous les Etats, sont la Charte des Nations unies et les résolutions qui en découlent, ainsi que les arrêts de la Cour internationale de justice. Ces textes interdisent la menace ou l'usage de la force, sauf autorisation explicite du Conseil de sécurité après qu'il a constaté l'échec des moyens pacifiques, ou, jusqu'au moment où il décide d'intervenir, en cas de légitime défense contre une attaque armée, concept juridique précisément délimité.

Pour les russes, cela ne couvre évidemment pas toutes les situations. Ainsi, il existe une radicale contradiction entre les règles de l'ordre mondial posées par la Charte

des Nations unies et les droits énoncés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, autre pilier de l'ordre mondial. La Charte bannit le viol, par la force, de la souveraineté des Etats, alors que la Déclaration universelle garantit les droits des individus contre les Etats oppresseurs. Le problème de l'intervention humanitaire résulte de cette tension. C'est ce droit d'ingérence qui est revendiqué par l'OTAN-Washington au Kosovo.

2.1.2 Humanitarisme occidental confus

Le territoire du Kosovo a connu une catastrophe humanitaire imputable, pour l'essentiel, aux forces militaires yougoslaves. La majorité des victimes ont été des Kosovars d'origine albanaise: deux mille morts et des centaines de milliers de réfugiés, selon les estimations les plus courantes. Or, la répression turque contre les Kurdes entre dans la même catégorie que celle qui s'abat sur le Kosovo. Elle a atteint son sommet au début des années 90. Un indice en est donné par l'exode de plus d'un million de Kurdes des zones rurales vers leur capitale officieuse, Diyarbakir, entre 1990 et 1994, afin d'échapper aux exactions de l'armée turque. Ankara est devenu le "principal importateur de matériel militaire américain, et donc le premier acheteur d'armes au monde"²(1). Au moment où les groupes de défense des droits de l'homme firent savoir que la Turquie utilisait des avions américains pour bombarder les villages, l'administration Clinton trouva le moyen de contourner les lois exigeant l'interruption des livraisons d'armes. Les américains ne font qu'aggraver les atrocités. Les turques justifient leurs atrocités, soutenues par les Etats-Unis, par la nécessité de défendre leur pays contre la menace des guérillas terroristes. Exactement l'argument du gouvernement de M. Slobodan Milosevic.

Le massacre massif de civils irakiens victimes d'une guerre biologique ? "Ce fut un choix très difficile", répondit la secrétaire d'Etat, Mme Madeleine Albright, en 1996, lors d'un programme télévisé national, quand on lui demanda ses réactions au meurtre d'un demi million d'enfants irakiens en cinq ans -du fait de l'embargo-, mais "nous pensons que cela vaut la peine de payer ce prix".

Dans le traitement de l'affaire du Kosovo, cas d'aggravation des atrocités, il fallait s'y attendre, la menace des bombardements de l'OTAN a entraîné une rapide escalade des massacres perpétrés par l'armée et les milices paramilitaires serbes, ainsi

² (1)Témoignage du journaliste Jonathan Randal.

que le retrait des observateurs de l'OSCE, qui a, bien sûr, eu la même conséquence. Le commandant suprême des forces de l'OTAN, le général Wesley Clark, a déclaré qu'il était tout à fait prévisible que la terreur et les violences serbes allaient s'intensifier après les bombardements, et c'est effectivement ce qui est arrivé.

Les Etats-Unis ont choisi une voie qui, comme ils l'ont explicitement reconnu, accroît les atrocités et la violence. Une voie qui porte un coup de plus à un système international qui, au moins, offre aux faibles une protection limitée face à des Etats prédateurs.

2.2 Le sud-est de l'Europe sous l'emprise de l'OTAN

La guerre du Kosovo est née de la dislocation de la Yougoslavie. Mais la suite a montré qu'elle visait aussi un nouvel ordre stratégique dans tout le sud-est de l'Europe. Il est difficile d'établir, dès l'origine, les buts stratégiques poursuivis par les Etats-Unis. Au départ dominait le désir de maintenir l'unité de la Yougoslavie, exprimé dans une lettre du président George Bush au premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, en mars 1991, un désir partagé par les autres vainqueurs de la seconde guerre mondiale (Russie, Royaume-Uni et France). Dans une seconde étape a joué l'influence prépondérante de la politique allemande. Bonn, en effet, prit immédiatement position pour le démantèlement de l'ancienne Fédération yougoslave et pour la reconnaissance des Etats qui faisaient sécession.

2.2.1 unanimité pour le démantèlement de l'ex-Yougoslavie

Là réside la source des tragédies ultérieures, tant il était évident qu'une grande partie des populations - Serbes en Croatie, Croates et Serbes en Bosnie - n'accepterait pas cette évolution. L'influence du Vatican s'y est ajoutée, qui souhaitait l'émergence de deux nouveaux Etats catholiques, la Croatie et la Slovénie. Enfin, se mobilisa un lobby croate très actif dans le monde politique américain. Mais, par-dessus tout, Washington a voulu défendre visiblement la cause de la communauté musulmane de Bosnie, et bientôt l'existence d'un Etat musulman bosniaque.

Il s'agissait de démontrer que les Etats-Unis pouvaient être favorables aux pays où l'islam prédominait, alors même qu'ils s'opposaient à plusieurs Etats musulmans - comme la Libye, le Soudan, l'Irak ou l'Iran. Une préoccupation essentielle, écarter toute influence de la Russie dans cette partie de l'Europe qui pouvait lui donner de nouveau

un rôle important sur ce continent. Car la direction serbe en Yougoslavie a recherché le soutien de Moscou. Ce n'était pas le choix originel du Kremlin.

Ce n'était pas non plus le choix de Belgrade. Pendant un temps, alors que l'économie yougoslave s'engageait dans la transition, le président Slobodan Milosevic fut l'un des interlocuteurs les plus coopératifs du Fonds monétaire international, c'est-à-dire, indirectement, des gouvernements occidentaux ³(1). Plus tard, la direction serbe, pour obtenir l'indulgence, sinon l'appui, des pays occidentaux, fit appel comme président de la Fédération yougoslave à l'écrivain Dobrica Cosic, figure emblématique de la résistance au totalitarisme. Puis, comme premier ministre, à M. Milan Panic, qui n'était autre qu'un homme d'affaires américain revenu à Belgrade pour l'occasion.

Lorsque les Etats-Unis s'engageaient en faveur des Républiques qui s'étaient séparées de l'ancienne Fédération, le gouvernement de Belgrade fut conduit à compter sur le seul soutien de la Russie. Et, pour écarter celle-ci de la région et empêcher qu'elle n'y reconstitue une zone d'influence, les Etats-Unis sont donc devenus ennemis des Serbes.

2.2.2 Le nouvel ordre stratégique aux Balkans

Les objectifs réels de la politique américaine d'établir dans les Balkans un nouvel ordre stratégique sont apparus dès après la conclusion des accords de Dayton de novembre 1995. Ils prévoyaient explicitement l'établissement de liens particuliers entre la République serbe de Bosnie et ce qui restait de la Yougoslavie, de même qu'entre la partie croate et la Croatie elle-même, de sorte que des relations souples auraient ainsi pu s'établir entre tous les territoires concernés. Or à aucun moment on ne s'est engagé dans cette voie. Et les sanctions contre la Yougoslavie, dont il était pourtant prévu qu'elles seraient levées, furent, pour l'essentiel, maintenues.

sous le couvert de " protectorat international " ⁴(2), les Etats-Unis exercent en fait leur emprise dans une région du monde, les Balkans, dont ils ont découvert qu'ils devaient la prendre en main pour écarter toute perspective d'un retour en force de la

³ (1) Susan Woodward, *Balkan tragedy, chaos and dissolution after the cold war*, Brookings Institution, 1995. François Chesnais, Tania Noctiummes, Jean-Pierre Page, *Réflexions sur la guerre en Yougoslavie*, L'Esprit frappeur, Paris, 1999.

⁴ (2) Daniel Bensaid. *Contes et légendes de la guerre éthique*, Editions Textuel, Paris, 1999.

Russie en Europe. Ils entendent consolider la continuité souhaitable entre leur zone d'influence en Europe et celle qu'ils sont en train d'établir, au-delà de l'Asie mineure et du Proche-Orient, jusqu'en Asie centrale face à leur même adversaire de la guerre froide: la Russie.

Le budget militaire des Etats-Unis après le recul normal et prévisible que celui-ci connut au terme de la confrontation Est-Ouest, s'accroît de nouveau. "Il s'agit d'un retour proche des sommets atteints à la fin des années 80 et au début des années 90, quand ce budget, en temps de paix, devint comparable à celui des années les plus dures de la guerre du Vietnam et des dépenses exceptionnelles qu'elle entraîna" ⁵(1). Cet effort de défense, équivalant au total de ceux consentis par la Chine, la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne, à quoi correspond-il ? Les explications officielles, données à Washington, suggèrent qu'il s'agit d'une réponse aux menaces, réelles ou supposées, qui proviennent des "rogue states" (Etats voyous) dont, paraît-il, on pourrait tout attendre au point qu'il faut se prémunir contre ce qu'ils seraient capables de faire.

Ce n'est pas contre les "Etats voyous" que l'effort militaire américain est dirigé. C'est tout simplement contre l'ensemble Chine - Russie. L'orientation fondamentale de la politique étrangère américaine après la dislocation de l'ancien camp communiste: c'est-à-dire l'effort permanent pour empêcher la résurgence d'une puissance comparable à ce que fut l'Union soviétique, capable de rivaliser avec les Etats-Unis et de contester leur rang de superpuissance unique. Cette politique, s'applique d'abord à la Russie et à la Chine.

2.3 Empêcher toute résurgence de la Russie

Les objectifs stratégiques des Etats-Unis et la volonté de mettre à l'écart la Russie furent confirmés lors de la guerre du Kosovo, déclenchée par l'OTAN, sans l'aval des Nations unies ni de la Russie ⁶(2). Mais les débuts de la guerre, entraînèrent dans le camp atlantique, et en particulier chez les responsables américains, une crise de confiance. La morosité du climat des cérémonies du cinquantenaire de l'OTAN en

⁵ (1) Gilbert Achcar, *La Nouvelle Guerre Froide. Le monde après le Kosovo*, Presses universitaires de France, Paris, 1999.

⁶ (2) Paul-Marie de La Gorce, "Histoire secrète des négociations de Rambouillet", *Le Monde diplomatique*, mai 1999 et Eric Rouleau, "Errements de la diplomatie française", *Le Monde diplomatique*, décembre 1999.

témoigna. Et la déclaration finale reconnut même le rôle à jouer par le conseil de sécurité et particulièrement la Russie, dans la recherche d'une solution au conflit du Kosovo.

2.3.1 Une diplomatie américaine très active

En pratique, cependant, tout fut fait pour empêcher que la Russie puisse intervenir sur place et peser sur le règlement de la crise. Quand, par surprise, un bataillon léger d'infanterie russe, venu de Bosnie, arriva sur l'aéroport de Pristina, le 12 juin 1999. Sans délai, la diplomatie américaine se mobilisa auprès des gouvernements roumain et bulgare et obtint d'eux qu'ils interdisent à la Russie l'utilisation de leur espace aérien et le survol de leur territoire. Cette démarche bloqua la présence militaire russe au Kosovo à son niveau le plus bas, et, de surcroît, elle montra que la Roumanie et la Bulgarie se comportaient déjà comme si elles étaient membres de l'Alliance atlantique.

La durée inattendue de la guerre du Kosovo permit à la diplomatie russe de mettre en œuvre une médiation, qui aboutit à l'accord conclu à Kumanovo, sur la frontière macédonienne, le 9 juin 1999. Contrairement aux propositions de Rambouillet, celui-ci prévoyait l'occupation du Kosovo par des forces émanant des Nations unies au sein desquelles l'OTAN n'aurait qu'une part substantielle, ce qui laissait prévoir une participation russe.

La réaction américaine à cet accord auquel les gouvernements occidentaux avaient souscrit fut révélatrice. L'état-major atlantique, à Bruxelles, annonça aussitôt la nomination du général britannique Michael Jackson à la tête de forces d'occupation et la répartition du Kosovo en cinq zones respectivement attribuées à cinq pays membres de l'OTAN: les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la France. La Russie réagit vivement en envoyant son attaché militaire à Belgrade prévenir que les dispositions prévues n'étaient nullement conformes à la lettre et à l'esprit de l'accord du 2 juin 1999. Une négociation supplémentaire s'ensuivit, à Moscou et à Cologne, qui aboutit à l'intégration du contingent russe dans une zone occidentale.

Pourtant, dès ce moment, les dirigeants occidentaux, en particulier américains, allaient prendre de nombreuses libertés avec la lettre et l'esprit des accords. Ces derniers se référaient aux "principes de souveraineté et d'intégrité territoriales de la République fédérale de Yougoslavie", mais rien n'en subsistait puisque les autorités établies en vertu de ces accords, avec le soutien, sur place, de l'OTAN, édictaient sans le moindre contact

avec Belgrade une législation nouvelle distinguant radicalement le Kosovo du reste de la Yougoslavie, y compris en instituant un nouveau code de justice et l'adoption du mark allemand comme seule monnaie en circulation sur le territoire. D'autre part, alors que les accords avaient stipulé que l'OTAN fournirait une participation substantielle à la présence internationale de sécurité qui devait s'établir au Kosovo, l'Organisation y est, en fait, la seule autorité militaire et toute autre participation dépend d'elle.

2.3.2 Les fruits de la diplomatie américaine

Ainsi se dessinait, à travers les différentes crises yougoslaves, un nouveau statut stratégique des Balkans. A la faveur de la guerre de Bosnie, la présence militaire de l'OTAN dans ce pays, cautionnée par les Nations unies et placée sous un commandement émanant directement de l'Alliance, est désormais permanente. Dans le but de veiller à l'application des mesures d'embargo décidées contre la Yougoslavie, les Etats-Unis avaient obtenu du gouvernement hongrois l'installation d'une antenne militaire dépendant d'eux-mêmes: actuellement, l'intégration de la Hongrie au système atlantique va bien au-delà puisqu'elle a adhéré à l'Alliance et donc à son organisation politique et militaire. De la même façon et à la même occasion, une antenne militaire américaine avait été établie en Albanie et une autre en Macédoine.

L'Albanie et la Macédoine ont servi de bases arrière aux forces atlantiques déployées face à la Yougoslavie et auraient servi au déclenchement d'opérations terrestres de grande envergure alors même qu'aucun de ces deux pays ne fait encore partie de l'Alliance atlantique. Le territoire albanais a donné sa profondeur stratégique à l'action menée pendant le conflit par l'Armée de libération du Kosovo. Quant à la Macédoine, où se trouvaient quelques-uns des dispositifs principaux du commandement de l'OTAN, l'accès en était assuré, par l'appartenance de la Grèce et, en arrière-plan, de la Turquie à l'Organisation atlantique et par les positions et facilités militaires dont les Etats-Unis disposent sur ces territoires.

La guerre du Kosovo a ainsi parachevé l'emprise militaire de l'OTAN sur le sud-est de l'Europe. La présence russe au Kosovo ne provient que d'une action menée par surprise et aussitôt entravée, endiguée et réduite sous la pression des gouvernements des pays membres de l'Alliance.

Tout illustre les propos tenus par l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, M. Robert E. Hunter: le Kosovo "constitue la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux - le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran,

l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du Sud est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de plus loin à l'Est ⁷(1)".

L'élargissement de l'OTAN aux pays de l'est de l'Europe est le fruit d'une stratégie américaine qui s'inspire d'une préoccupation: empêcher la résurgence de toute puissance mondiale capable de contester la suprématie unique des Etats-Unis, comme ce fut le cas de l'Union soviétique. Cette obsession s'applique d'abord à la Russie. "Une alliance élargie, a souligné M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller national pour la sécurité du président James Carter, offre une couverture contre le risque réel, que la Russie retourne à son comportement du passé. Elle doit aussi contribuer à l'objectif d'empêcher cela d'avoir lieu ⁸(2)."

3. LES PERCEPTIONS RUSSES DE L'EVOLUTION DE L'OTAN

Les premiers bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie ont été critiqués à la quasi-unanimité en Russie ⁹(3). Le 23 mars, en faisant faire demi-tour à l'avion qui devait le conduire à Washington, le premier ministre Evgueni Primakov, donne aux critiques de Moscou tout l'éclat désiré. Aussitôt, le gouvernement condamne clairement la violation des règles internationales comme la marginalisation de l'Organisation des nations unies et du Conseil de sécurité. Qualifiant les frappes de génocide, le ministre des affaires étrangères Igor Ivanov annonce le gel des relations avec l'OTAN. Quant au ministre de la défense Igor Sergueïev, il affirme que la Serbie sera "un Vietnam européen".

3.1 Une tempête politique en Russie

La crise du Kosovo aura fait une victime russe: le premier ministre Evgueni Primakov, limogé et remplacé par son ministre de l'intérieur Sergueï Stepachine. Si le président Boris Eltsine a réussi à éliminer un concurrent et à échapper à la procédure de destitution, c'est en jouant sur le fond nationaliste soulevée par cette guerre. En le limogeant, M. Boris Eltsine a sanctionné un homme politique dont l'autorité se

⁷ (1) Washington Post, 21 avril 1999.

⁸ (2) Gilbert Achcar, La nouvelle guerre froide, PUF, Paris, 1999, p. 40.

⁹ (3) François Bonnet, " Russie et Serbie : une histoire de faux frères ", Le Monde, 23 avril 1999.

consolidait. C'est en jouant des divisions de la Douma qu'il a créé les conditions d'un échec de la procédure d'impeachment et repris en main l'exécutif. Mais les actions de l'OTAN en Yougoslavie ne sont pas neutres dans l'enchaînement des événements.

3.1.1 Appel à l'anti-américanisme

L'opposition nationale-patriote et communiste exige, des actes concrets. Les appels à l'union slave et anti-américaine se multiplient. Tandis que le chef ultra nationaliste Vladimir Jirinovski enrôle des volontaires pour aller défendre les "frères serbes", le communiste Guennadi Ziouganov propose de réactiver plusieurs programmes militaires. De fait, le 26 mars, une réunion d'un Conseil de défense avec les représentants des groupes de la Douma évoque la remilitarisation nucléaire de la Biélorussie et salue le vote de la Rada de Kiev qui, le 24, avait remis en cause le statut dénucléarisé de l'Ukraine.

Le 27 mars, plusieurs députés communistes se rendront en treillis militaire à la Douma. Egalement en uniforme, M. Jirinovski propose de transférer en Serbie les armes que l'armée est en train d'évacuer de Transnistrie. D'autres suggèrent l'envoi de volontaires, la fermeture du gazoduc vers l'Europe ou la violation par Moscou des sanctions contre Belgrade avec l'envoi de nouvelles armes de défense antiaérienne.

3.1.2 Bouleversement de l'opinion publique interne

La presse russe quant à elle considère que ces réactions, émanent d'un pays affaibli, meurtri de se sentir marginalisé et qui n'a guère d'autre moyen d'action que les outrances verbales. Mais les médias confirment aussi l'énorme émotion soulevée par les frappes. Outre les manifestations agressives contre l'ambassade américaine à Moscou, on signale des meetings organisés par les communistes, les cosaques et d'autres mouvements patriotiques devant les consulats de Vladivostok, d'Ekaterinbourg, de Saint-Pétersbourg et Volgograd ¹⁰(1).

La Russie ressemblera, selon l'Izvestia du 17 avril, bientôt à la Biélorussie pour sa faiblesse économique et à la Yougoslavie pour son isolement. Boris Milochenko, journaliste, imagine le discours inaugural de cette nouvelle union, dont le sigle

¹⁰ (1) Sans en exagérer l'importance, on peut signaler, a contrario, l'organisation par le Mouvement national tatar de Kazan de groupes de volontaires (ex-militaires tatars) connaissant les armements soviétiques pour aller aider leurs "frères" kosovars.

(BRYou) sonne en russe comme "délire" ¹¹(1). Tout cela n'empêchera pas les présidents Eltsine et Loukachenko de renforcer la coopération au sein de l'Union Russie-Biélorussie avec la signature, le 28 avril, de la nouvelle conception de la sécurité, de la politique frontalière et une politique commune d'armement. Mais cette singulière alliance - sévèrement critiquée par l'Ukraine - passe, à Moscou, pour un constat d'échec international doublée d'un jouet électoral du président.

Même l'appel explicite de l'OTAN à la diplomatie russe pour que celle-ci incite Belgrade à accepter une issue négociée, ne désarme pas les commentaires critiques sur le conflit, et notamment sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN. On rapproche l'isolement de Moscou en 1999 de celui de la Russie soviétique, qui s'était volontairement exclue de la conférence de Paris en 1919, se privant ainsi de toute possibilité d'influencer les équilibres européens à un moment décisif ¹²(2).

"L'expansion de l'OTAN qui montre sa détermination à dominer la planète pour les prochaines cinquante et une années obligera la Russie à recréer son propre potentiel militaire", écrit Vladimir Kouznetchevski, qui ajoute: "On ne peut arrêter cette expansion que par la force." Voilà ce qu'on peut lire, dans Rossiiskaïa gazeta, le quotidien gouvernemental proche de Notre maison la Russie ¹³(3). Par ailleurs, la crise politique ne facilitera pas la tâche des diplomates. Les effets de la guerre au Kosovo sont loin d'y être épuisés.

3.2 Retour sur la scène diplomatique

Très vite cependant, les officiels s'emploient à circonscrire les réactions: le premier ministre déclare refuser tout isolationnisme et poursuit les négociations avec le FMI dont il reçoit le directeur général Michel Camdessus. Tout en hâtant la préparation d'une "Force stratégique de refoulement", M. Sergueïev appelle "à éviter toute provocation et à ne pas tomber dans l'hystérie"; certains commandants régionaux s'étaient déclarés prêts à diriger des groupes de volontaires en Serbie. Après l'échec de sa démarche au Conseil de sécurité, la Russie décide l'envoi d'un convoi humanitaire, tandis que M. Primakov tente une première mission de bons offices à Belgrade. Les autorités entendent valoriser le rôle diplomatique de la Russie, seule à même de jouer

¹¹ (1) Kommersant-Vlast, Moscou, 20 avril 1999.

¹² (2) Izvestia, 23 avril 1999.

¹³ (3) Rossiiskaïa gazeta, Moscou, 16 avril 1999.

les médiateurs entre le président Slobodan Milosevic et l'OTAN, même si les Russes, eux, veulent avant tout voler au secours des "frères slaves". D'autant que les télévisions diffusent en abondance les images des bombardements, laissant entendre que ces derniers sont la principale cause de l'exode massif des Kosovars.

3.2.1 Instrumentalisation par le parti communiste

La crise des Balkans agit sur l'évolution du paysage politique russe de manière multiforme. La campagne anti-américaine et panslave des principaux partis de l'opposition repose sur l'idée que ce conflit va jeter dans les bras des communistes et des nationaux -patriotes un nombre croissant de citoyens. Relayées par les médias, les propositions démagogiques de MM. Ziouganov et Jirinovski visent à mettre la guerre à profit afin de capitaliser le mécontentement de larges couches. Mais, si l'émotion est bien réelle, rien ne permet de parler d'une réelle mobilisation panslave: les rapports entre Serbes et Russes ont toujours été difficiles ¹⁴(1), et les dirigeants de Belgrade peu populaires en Russie.

Quoique disposant d'une majorité incontestable à la Douma, la mouvance nationale -patriote reste néanmoins profondément divisée. Les communistes et leurs alliés, d'une part, l'extrême droite nationaliste autour de M. Jirinovski, d'autre part, divergent sur l'essentiel de leur stratégie. Dans les dernières élections comme dans les sondages récents, ils étaient plutôt en perte de vitesse, incapables de prendre le dessus dans le scrutin présidentiel. En outre, d'autres forces cherchent à attirer ce capital électoral patriotique. Le maire de Moscou, M. Iouri Loujkov, l'a pressenti en formant, fin 1998, son nouveau mouvement, Otetchestvo (La Patrie). Inquiets de son avance, des dirigeants régionaux sont en train de former deux autres blocs aux noms évocateurs (Toute la Russie et Voix de la Russie). La concurrence sera rude.

3.2.2 Des tentatives autres que diplomatiques

Le choix de M. Tchernomyrdine comme envoyé spécial dans les Balkans n'est pas anodin. Son parti, Notre maison la Russie, longtemps décrit comme le "parti du pouvoir", était en perte de vitesse depuis son limogeage en mars 1998. Mais M.

¹⁴ (1) François Bonnet, "Russie et Serbie: une histoire de faux frères", Le Monde, 23 avril 1999.

Primakov n'entendait pas se laisser déposséder des éventuelles retombées positives des actions diplomatiques de Moscou. Et les grands médias, qui dépendent presque tous des oligarques ou du gouvernement, avaient remplacé, les lamentations sur la marginalisation du pays par l'exaltation du "rôle-clef" de la Russie dans les négociations. Pas question de laisser le champ de la fraternité slave et de l'élan patriotique à l'opposition.

Reste qu'une véritable lame de fond anti-américaine secoue le pays. Il ne s'agit pas d'une instrumentalisation par le pouvoir qui, en dehors du dossier de l'élargissement de l'OTAN, a toujours conservé un ton modéré à l'égard d'un Occident dont on attend toujours les crédits et les investissements. De son côté, la majorité communiste de la Douma établissait systématiquement un lien entre les effets catastrophiques des réformes économiques sur les citoyens ordinaires et l'imbrication étroite entre les politiciens libéraux, leurs conseillers occidentaux et les spéculateurs internationaux afin de raviver la méfiance populaire à l'égard de l'Ouest, atténuée sous Gorbatchev.

Si, la question du "complot américain contre la Russie" ne rencontrait qu'un écho assez modéré, la crise du Kosovo survient dans un contexte en pleine évolution. Ainsi la presse russe a rendu compte de toute une série d'affaires récentes qui enveniment les relations entre les deux pays: pressions de Washington exercées dans les rapports avec l'Iran¹⁵(1); compromis très défavorable signé, fin février, suite aux accusations américaines de dumping contre les métallurgistes russes; fin du monopole russe sur le transit du pétrole caspien vers la mer Noire avec l'inauguration, le 17 avril, de l'oléoduc Bakou -Soupsa, financé par des capitaux occidentaux. Autant d'exemples qui permettent de souligner le cynisme des dirigeants des Etats-Unis, qui profitent de l'affaiblissement de la Russie pour arracher toujours plus de concessions.

3.2.3 Isolement de la Russie au niveau de la CEI

Pour beaucoup de Russes, la guerre menée par l'OTAN confirme la volonté des Américains de mettre leur pays à genoux. D'autant qu'ils sont sensibles à leur isolement croissant. La Russie a-t-elle des alliés militaires et lesquels? 44 % des Russes interrogés répondaient par l'affirmative, 30 % par la négative. Quant à la liste des alliés

¹⁵ (1) Dix instituts scientifiques prestigieux ou entreprises majeures du complexe militaro-industriel, accusés d'aider au programme nucléaire iranien, ont fait l'objet en février d'une décision de boycottage officiel.

mentionnés, elle témoigne du profond trouble actuel: Biélorussie (21 % des réponses), Chine (8 %), Inde et Ukraine (6 %), la Communauté des Etats indépendants (5 %) ¹⁶(1).

Le mauvais score de la CEI est logique, car Moscou ne parvient pas à surmonter la crise apparue depuis la fin 1997. Les échanges économiques intracommunautaires sont en chute libre depuis août 1998, la forte dévaluation du rouble décourage les exportations vers la Russie. Mais c'est sur le terrain stratégique que la CEI risque de voler en éclats. Plusieurs pays songent à remettre en question les deux accords fondamentaux de la Communauté, celui de Tachkent sur la sécurité collective (15 mai 1992) et celui de Minsk sur la défense commune des frontières (26 mai 1995)¹⁷(2). La Géorgie vient de rejoindre les pays (Moldavie, Ukraine, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan) qui refusent la présence de gardes-frontières russes - ces derniers auront fini leur évacuation de la frontière Géorgie-Turquie en juillet 1999 - et l'on prête aux autorités kirghizes l'intention de faire de même. Plus grave encore, la menace de plusieurs pays de se retirer du traité de Tachkent. L'Ouzbékistan veut en faire autant, en guise de protestation contre la signature d'un traité militaire entre la Russie et le Tadjikistan prévoyant des bases militaires russes dans cette République. L'Azerbaïdjan envisage aussi son retrait, accusant Moscou de réarmer l'Arménie.

Même l'intervention occidentale au Kosovo n'a pas rétabli la cohésion de la CEI. Au contraire: réunie en sommet à Moscou, le 2 avril, elle n'a pas adopté la déclaration, proposée par le président Eltsine, condamnant les bombardements, seul le président biélorusse Alexandre Loukachenko ayant manifesté son accord. D'ailleurs, seuls les Russes ont boudé la célébration du cinquantième anniversaire de l'OTAN. Et plusieurs pays de la CEI ont, ces dernières années, diversifié leurs relations militaires ¹⁸(3) et critiqué la politique russe dans ce domaine. De surcroît, c'est en liaison avec l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe que la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont fondé, à Strasbourg, fin 1997, le GUAM. Cet organisme critique le rôle de Moscou dans les territoires sécessionnistes de ces quatre Etats (Transnistrie, Crimée, Abkhazie, Karabakh) et cherche à développer les

¹⁶ (1) Segodnia

¹⁷ (2) « De L'URSS à la CEI », douze Etats en quête d'identité, Observatoire des Etats post-soviétiques, Ellipses, Paris, 1997.

¹⁸ (3) L'Ukraine (dès 1994), puis le Kazakhstan (en 1997) ont organisé des manoeuvres conjointes avec l'OTAN.

liens économiques et le transit pétrolier entre Caspienne et mer Noire en contournant la Russie. Cette association s'est transformée en GUUAM avec l'entrée de l'Ouzbékistan, annoncée à Washington. Indépendamment de la crise actuelle, voilà des années que l'Alliance mène une stratégie systématique d'affaiblissement des positions de Moscou sur toutes ses marges.

3.3 L'armée russe en quête de réformes

En juin 1999, deux cents soldats russes aéroportés quittèrent leurs bases de Bosnie et gagnèrent le Kosovo, où ils prirent notamment position à l'intérieur de l'aéroport de Pristina. Cette action, accomplie en étroite collaboration avec la direction militaire serbe, surprit l'OTAN, alors encore en guerre contre la Yougoslavie. Mais l'événement étonna également le ministère des affaires étrangères et le ministère de la défense russes.

3.3.1 Retour des militaires sur la scène politique

En fait, l'armée n'a jamais manifesté avec autant de force sa présence au sein de la vie politique russe. Le poids des militaires dans les décisions politiques s'accroît nettement. "L'influence de l'armée dans la politique est en train de changer, estime ainsi M. Vyacheslav Nikonov, politologue et ancien membre de la Douma. Il existe un problème de contrôle civil sur les militaires qui ne s'était pas posé depuis la révolte des décembristes en 1825 ¹⁹(1)."

Le choix des trois ultimes premiers ministres de l'ex-président Boris Eltsine confirme cette tendance. Tous, MM. Evgueni Primakov, Sergueï Stepachine et Vladimir Poutine, furent auparavant généraux du KGB. Sans doute est-ce là une des raisons pour lesquelles l'élite politique et une large partie de l'opinion publique perçoivent le nouveau président comme un homme fort, capable de relever les défis auxquels la Russie doit faire face. Durant les tous premiers jours de son mandat intérimaire, il s'envola pour la Tchétchénie afin d'y distribuer des médailles aux troupes combattantes. Et, avant la fin

¹⁹ (1) Surnom donné aux officiers qui, le 14 décembre 1825, appelèrent les soldats de Saint-Pétersbourg à se révolter pour imposer des réformes au nouveau tsar Nicolas Ier. La révolte échoua et cinq de ses initiateurs furent pendus, les autres exilés en Sibérie.

de son premier mois au Kremlin, il décréta une augmentation de 50 % des dépenses d'équipement pour l'armée russe.

Au cours des années 70 et 80, une large partie de la société considérait cet énorme secteur comme le principal obstacle au développement économique de l'Union soviétique. M. Gorbatchev assigna donc aux réformes qu'il mit en œuvre l'objectif de réduire les dépenses d'armement afin de revivifier l'économie. Mais les changements introduits engendrèrent des évolutions complexes, qui furent fatales à un système extrêmement rigide.

L'effondrement de l'Union soviétique entraîna la chute de son armée. L'URSS comptait entre 4 et 5,3 millions de soldats et d'officiers au début des années 80 (contre 2,1 millions pour les Etats-Unis). La Russie, elle, en totalisait 2,1 millions au début de la première guerre de Tchétchénie en 1994. Les évaluations des effectifs actuels varient entre 1,2 et 1,3 million de soldats, chiffre qui, selon le Conseil de sécurité russe, pourrait atteindre les 900 000.

Cette décomposition n'a pas empêché l'armée russe de demeurer relativement présente dans la vie politique, bien qu'elle n'ait pas la tradition, de s'ingérer dans les affaires politiques. Lors de plusieurs affrontements politiques de la dernière décennie, c'est elle qui eut le dernier mot. Ainsi l'échec du putsch conservateur d'août 1991 s'explique-t-il par le refus de l'armée d'y prendre part. A l'inverse, en octobre 1993, M. Eltsine put, grâce à un ultime assaut victorieux de l'armée, renverser le Parlement et imposer un pouvoir présidentiel fort.

Le premier président de la Russie, que l'effondrement généralisé de son pays aurait pu inciter à réformer l'institution militaire, n'y impulsa pourtant aucun changement significatif avant 1997. Il craignait sérieusement que celle-ci n'intervienne contre lui, pour rétablir l'Union soviétique ou simplement pour le renverser. Il appliqua donc une double politique. D'une part, il morcela les forces armées en de multiples formations dotées de structures de commandement et de contrôle différentes, tout en déployant, d'autre part, des forces qu'il savait loyales.

Au terme d'une décennie de réformes économiques, la nouvelle élite financière et économique reste à l'écart des résidus de l'ancien complexe militaro-industriel. Et les militaires ne se sentent pas obligés de défendre les droits de cette oligarchie. M.Sergueï Sokut, éditeur de l'hebdomadaire militaire Nezavisimoïe Voennoïe Obozrenyie, déclara "On l'a bien vu dans la lutte pour les ressources énergétiques de la mer Caspienne. En dépit de sa suprématie militaire dans la région, l'armée n'a pas montré ses muscles pour

que les compagnies pétrolières russes bénéficient d'un meilleur traitement. La force militaire considère toujours qu'elle doit servir l'Etat, mais pas les intérêts privés".

3.3.2 Reconsidération des forces conventionnelles

La guerre du Kosovo représenta un véritable choc pour l'opinion publique et les décideurs. "L'idée la plus répandue est qu'après la Serbie l'OTAN aurait pu bombarder la Russie, et que, si elle ne l'a pas fait, c'est uniquement à cause de l'existence de l'arsenal nucléaire", assure M. Alexander Pikaev, expert militaire à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, à Moscou. A l'époque, il est vrai, l'opinion publique était de plus en plus frustrée par l'absence de résultats positifs des réformes pro-occidentales, et l'élite dirigeante de plus en plus écartée de la scène internationale.

Non seulement Moscou n'a plus voix au chapitre concernant les pays d'Europe de l'Est, les Balkans et le Proche-Orient, mais Washington intègre progressivement la mer Caspienne dans le cadre de ses intérêts nationaux aux contours évolutifs, et laisse même entendre que l'ouverture de l'OTAN pourrait englober des régions de l'ancienne URSS telles que les pays Baltes ou l'Ukraine ²⁰(1).

De fait, les peurs engendrées par la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie se sont reflétées dans le nouveau "concept de sécurité russe": "Les menaces fondamentales dans la sphère internationale sont: le renforcement des blocs et des alliances militaro-politiques, par-dessus tout l'ouverture à l'Est de l'OTAN; la possible émergence de bases militaires étrangères et de présences militaires majeures à proximité immédiate des frontières russes ²¹(2)." Pour y faire face, la doctrine prévoit "l'utilisation de l'ensemble des forces et avantages disponibles, nucléaire compris, au cas où il deviendrait nécessaire de repousser une agression armée, si toutes les autres mesures visant à la résolution de la crise ont été tentées et se sont révélées infructueuses".

En réalité, en brandissant la menace du recours à l'arme nucléaire, l'armée avoue la faiblesse de ses forces conventionnelles. "Aujourd'hui, et probablement pour la première fois depuis le XVIIIe siècle, la Russie est entourée de pays qui développent,

²⁰ (1) Gilbert Achcar, *La Nouvelle Guerre froide*, Presses universitaires de France, Paris, 1999 (A propos de l'impact de la guerre du Kosovo sur les relations russo-américaines et de la stratégie militaire américaine vis-à-vis de la Russie et de la Chine)

²¹ (2) "Le concept russe de sécurité nationale", *Nezavisimoïe Voennoïe Obozrenyie*, Moscou, le 14 janvier 2000.

plus activement qu'elle, leur potentiel militaire. Même la Turquie dispose, en fait, de forces armées comparables à celles de la Russie, et probablement même supérieures. C'est pourquoi les armes nucléaires sont finalement notre dernier recours ²²(1)."

3.3.3 Remise en question du potentiel nucléaire obsolète

La ratification par la Douma du traité Start II, le 14 avril 2000 (sept ans après sa signature), montre à la fois que le Parlement entend collaborer avec le nouveau président, mais aussi que celui-ci souhaite reprendre la discussion avec les Etats-Unis et l'OTAN sur les questions du désarmement. L'arsenal nucléaire russe et américain se verrait réduit de moitié, et ramené à 3500 têtes d'ogives environ pour chacun des deux pays. Et avec les négociations de Start III, ce chiffre pourrait tomber à 1500. Mais Moscou se réserve le droit de se retirer de Start II, si Washington violait le traité ABM de 1972.

Le programme antimissile américain a en effet produit une certaine confusion à Moscou. Si Washington adoptait cette version réduite de la guerre des étoiles, le traité antimissile balistique serait violé. De plus, à une époque où le principal atout militaire de la Russie réside dans son arsenal nucléaire, la tentative américaine de neutraliser toute menace provenant de missiles représenterait un sérieux défi lancé aux dirigeants russes. "Nous ne pouvons pas rivaliser militairement avec les Américains. C'est impossible. Tout ce que nous pouvons faire est de trouver une réponse asymétrique", estime M. Evgueni Kozhokin, directeur de l'Institut russe d'études stratégiques. D'un côté, la ratification de Start II renforce la position des négociateurs russes s'agissant des futurs projets en matière de missiles. Mais, de l'autre, une part de l'arsenal nucléaire russe est devenu trop vieux et coûteux à moderniser. Selon Alexander Goltz, commentateur militaire à l'hebdomadaire Itogy, "plus de 70 % des armes russes sont trop vieilles, et, très bientôt, il nous faudra les remplacer pour notre propre sécurité".

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si la guerre de Tchétchénie a aiguisé la controverse entre le ministre de la défense, M. Igor Sergueïev, et le chef d'état-major, le général Anatoly Kvashnin. L'armée accuse le premier d'avoir trop misé sur le potentiel nucléaire, et investi trop d'argent dans la production d'une nouvelle génération de missiles balistiques, le Topol-M. D'où la contre-offensive de l'état-major: en s'emparant

²² (1) Déclaration de M. Konstantin Makiyenko, vice-directeur du Centre russe d'analyses stratégiques, 14 janvier 2000.

spectaculièrement de l'aéroport de Pristina et en imposant sa vision de la guerre en Tchétchénie -à savoir une guerre totale et sans négociation-, celui-ci a placé ses pions dans l'arène politique. En retour, il a arraché de nouvelles promesses au président, qui s'est engagé à augmenter le budget militaire et à fournir des ressources additionnelles pour couvrir les dépenses de la guerre.

Le combat entre le ministère de la défense et l'état-major se déroule depuis quelque temps au grand jour. Plus qu'une bataille bureaucratique interne pour des budgets, il concerne l'orientation militaire d'avenir et la politique étrangère. Renforcer son potentiel en matière de missiles - comme M. Sergueïev l'exige - signifierait que la Russie continue de rivaliser avec les Etats-Unis, ses forces nucléaires représentant, dans cette compétition, son seul ticket d'entrée dans le clan des superpuissances. Mais M. Sergueïev et ses proches n'ont que peu de chances de s'imposer; la destitution de six généraux du ministère de la défense, début août, fut un rude coup pour leur camp.

A l'opposé, le groupe de M. Kvashnin entend renforcer les forces conventionnelles, non seulement en rapport avec la guerre de Tchétchénie, mais aussi pour jouer un rôle plus actif dans la région proche, les Balkans et parmi les anciens alliés de l'URSS au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Ce groupe bénéficie du soutien des héritiers des vestiges du complexe militaro-industriel soviétique, qui considère le développement de l'approvisionnement militaire comme un levier pour vitaliser le secteur technologique et industriel de la Russie, qui se meurt de l'absence d'investissements.

Autrement dit, l'échec des réformes économiques durant l'ère Eltsine et le succès de la politique occidentale visant à marginaliser Moscou à la fois sur la scène internationale et dans l'espace soviétique lui-même sont en train d'entraîner la Russie dans un nouvel âge du militarisme.

Conclusion

Pour comprendre la démarche de la diplomatie russe lors de la crise du Kosovo, il convient de revenir un petit peu en arrière et de voir quelle idée de base sous-tendait sa position au sein du Groupe de Contact pour l'ex-Yougoslavie tout au long de l'année 98, ainsi qu'aux conférences de Rambouillet et de Paris.

Les événements ont, par la suite, confirmé la justesse de point de vue russe : Le nombre de réfugiés et, plus généralement, la situation humanitaire qui prévalait au Kosovo avant le déclenchement des opérations de l'OTAN n'étaient en effet pas compatibles à l'exode massive au printemps et à l'épuration ethnique.

La diplomatie russe n'ait pas été suffisamment convaincante, car ce qui s'est passé par la suite a donné l'impression de l'existence d'un programme établi de longue date qu'il fallait à tout pris exécuter. Les initiatives diplomatiques menées conjointement avec les Etats-Unis et l'Union Européenne pendant le printemps et l'été 1998 avaient en effet permis d'obtenir l'accord de la Yougoslavie pour le déploiement de près de 2000 observateurs internationaux au Kosovo qui ont fait un excellent travail. Le programme négocié au sein du groupe de contact et prévoyant l'octroi d'une autonomie substantielle à cette province était bien accepté par Belgrade.

A Rambouillet il existait encore une chance de parvenir à un accord, tout au moins jusqu'à ce que les américains, appuyés par les autres occidentaux, posent sur la table les deux fameuses annexes militaires qui étaient absolument inacceptables pour la Yougoslavie.

Aucun pays n'aurait pu accepter un tel plan d'occupation et la perte totale de sa souveraineté. Les Russes constatent que ce modèle est de plus en plus adopté par leurs partenaires occidentaux et constatent ensuite que ces conditions ne sont pas réalisées et on en tire prétexte pour recourir à la force comme c'est le cas en Irak.

Par conséquent, la Russie ne s'est pas associée à l'étrange cérémonie de signature par la seule partie albanaise, des accords de Rambouillet. Elle a en outre prévenue que la voie choisie était lourde de dangers pour l'autorité de la communauté internationale pour ces relations avec l'OTAN, ainsi que pour la stabilité des Balkans.

La Russie a dénoncé les bombardements de l'Alliance atlantique contre la Yougoslavie -Etat souverain, reconnu comme tel par la communauté internationale-, tout en veillant à ne pas se laisser entraîner dans le conflit. Dès la fin mars, la Russie avait déployé tous ses efforts en vue d'un règlement politique du conflit et avait suggéré

d'utiliser le cadre du G8 pour d'éventuelles négociations. Il n'était ainsi pas facile de convaincre les occidentaux.

A l'aube de l'an 2000, alors que le communisme s'est effondré, et que le libéralisme fait l'objet des critiques les plus virulentes en raison des inégalités qu'il engendre, le nationalisme semble être devenu l'idéologie de référence d'une partie des peuples en Europe. Sa dualité et son ambivalence n'ont jamais été aussi évidentes. L'émancipation des pays baltes libérés du joug soviétique et la purification ethnique en Yougoslavie se sont toutes deux opérées sous la bannière du nationalisme. En vérité, le nationalisme relève d'un étrange paradoxe lorsqu'on le rapporte à notre époque. D'une part on assiste presque impuissants à un dépassement de la nation, à un effacement du sentiment national dû à la mondialisation, à l'interdépendance des économies, à la globalisation financière, à la diffusion d'une culture universelle; d'autre part, à l'opposé et de façon concomitante, le fait national a rarement été aussi prégnant sur le vieux continent.

A l'Est, la dislocation de l'URSS, l'éclatement de la Yougoslavie, la partition de la Tchécoslovaquie, les tensions en Moldavie et en Ukraine, témoignent du renouveau des nationalismes. La disparition du communisme a créé un vide idéologique propice au retour du nationalisme, retour facilité par la conversion des anciennes élites marxistes à l'idée nationale.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- ~ Sophie Chautard, L'indispensable des conflits du Xxe siècle, Principes, France ; Studyrama 554, 4^e trimestre 2002.
- ~ Maurice Pergnier, Mots en guerre, Discours Médiatique et conflits Balkaniques, L'Age d'Homme, Lausanne, Suisse, mars 2002.
- ~ Bernard Dézert, L'Europe, géographie historique, sociopolitique et économique, fac. Géographie, Nathan ; Paris, février 1998.
- ~ Aymeric CHAUPRADE, Constances et changements dans l'histoire, Géopolitique, ellipses, Paris, mars 2002.

ARTICLES DE REVUES EN Français

- ~ Isabelle Facon, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », Annuaire français des relations internationales' 2001.
- ~ « Stratégie russe pour le XXIe siècle », Agir, Revue Générale de Stratégie n° 11/12, Eté -Automne 2002.
- ~ P.-I. de Saint Germain, A.Glucksmann, François Géré, A.Baer, D.David, S.Sur, « Les premières leçons de la guerre au Kosovo », Défense Nationale n° 12, décembre 1999.
- ~ « Kosovo, L'épuration ethnique, Les acteurs politiques, Le rôle de l'UCK, L'Intervention de l'OTAN, Le fait minoritaire et le mélange des populations dans les Balkans, Les enjeux d'une guerre, Fragile Monténégro, Les médias indépendants en RFY »; Confluences Méditerranée n°30, Editions de l'Harmattan, Paris, été 1999.
- ~ « La Guerre du Kosovo », Stratégique, n° 74-75, Fondation pour le Recherche Stratégique, Institut de Stratégie Comparée, Paris, février- mars 1999.

SOURCES INERNET

- ~ « La conférence de Rambouillet », www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/Rambouillet
- ~ « Kosovo, histoire d'une crise », www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/chrono
- ~ « Kosovo – Tchétchène, deux poids deux mesures », Dominique Vidal, www.monde-diplomatique.fr/dossier/caucase/

TABLES DES MATIERES

Introduction	1
1 .La nouvelle donne géopolitique en Russie	2
1.1 les contraintes géopolitiques de la Russie: de l'empire à la fédération	3
1.1.1 Du déclin de l'URSS à la Russie	3
1.1.2 Un territoire immense à gérer	4
1.2 La place de la Russie dans le monde	4
1.2.1 Un véritable système de déséquilibre	5
1.2.2 Industrie moderne et absolutisme d'Etat	6
1.2.3 Des mécanismes historiques complexes	6
1.3 La Russie et sa place naturelle en Europe	7
1.3.1 Que signifie l'Europe pour la Russie ?	7
1.3.2 Les liens de la Russie avec le reste du continent européen	7
1.3.3 Le contexte d'une séparation avec l'Europe	9
2 . Guerre dans les Balkans : une nouvelle forme de conflit	10
2.1 L'OTAN maître du monde	11
2.1.1 Les aspects juridiques de l'intervention au Kosovo	11
2.1.2 Humanitarisme occidental confus	12
2.2 Le Sud-Est de l'Europe sous l'emprise de l'OTAN	13
2.2.1 Unanimité pour le démantèlement de l'ex-Yougoslavie	13
2.2.2 Le nouvel ordre stratégique aux Balkans	14
2.3 Empêcher toute résurgence de la Russie	15
2.31 Une diplomatie américaine très active	16
2.32 Les fruits de la diplomatie américaine	17
3 . Les perceptions russes de l'évolution de l'OTAN	18
3.1 Une tempête politique en Russie	18
3.1.1 Appel à l'anti- américanisme	19
3.1.2 Bouleversement de l'opinion public interne	19
3.2 Retour sur la scène diplomatique	20
3.2.1 Instrumentalisation par le Parti Communiste	21
3.2.2 Les tentatives autres que diplomatiques	21

3.2.3	Isolement de la Russie au niveau de la CEI	22
3.3	L'armée russe en quête de réformes	24
3.3.1	Retour des militaires sur la scène politique	24
3.3.2	Reconsidération des forces conventionnelles	26
3.3.3	Remise en question du potentiel nucléaire obsolète	27
	Conclusion	29
	Bibliographie	31
	Table des matières	32